

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.051/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 août 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un service social à la police intégrée, structurée à deux niveaux", a donné le 27 août 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 34.051/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 22 augustus 2002 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van een sociale dienst bij de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus", heeft op 27 augustus 2002 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(...) het beheerscomité van de RSZ-PPO (Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten) besliste tijdens zijn vergadering van 03-06-2002 dat de gepensioneerde politiebeambten van de lokale besturen niet meer als begunstigden kunnen worden beschouwd van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst van de RSZ- PPO, wegens het ontbreken van corresponderende bijdragen van het politiepersoneel in actieve dienst. Mogelijke voordelen kunnen hen enkel worden verleend door de Sociale dienst van de geïntegreerde politie; dat voorts geen belangrijke individuele tussenkomsten ten voordele van de personeelsleden van de geïntegreerde politie kunnen plaatsvinden bij uitblijven van de reglementair onderbouwde diensten; (...).".

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

* *

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

.../...

OBSERVATION GENERALE

Le projet prévoit, en son article 6, que "le ministre" de l'Intérieur "charge une association sans but lucratif, agréée par lui à cet effet, de l'exécution des missions du service social", créé à la police intégrée, structurée à deux niveaux.

Les articles 8 et 9 placent cette association sous la tutelle générale d'annulation du Ministre de l'Intérieur, laquelle s'exerce à l'intervention d'un représentant dudit ministre qui assiste aux réunions des organes de l'association et qui peut suspendre les décisions qu'il estime contraire à la loi, au présent arrêté en projet, aux statuts de l'association ou à l'intérêt général. Les articles 13, 14 et 15 prévoient également une tutelle d'approbation pour certains actes importants, ainsi que pour le budget, les comptes et le rapport d'activité de l'association.

Saisie en son temps d'un projet d'arrêté royal "portant création d'un service social à la gendarmerie", la section de législation avait observé, dans son avis 29.164/4, donné le 2 juin 1999 :

"L'article 10 de la loi du 11 juillet 1978 (organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie⁽¹⁾) constitue effectivement un fondement légal à l'arrêté en projet, mais uniquement en ce qu'il concerne le personnel du corps opérationnel de la gendarmerie. (...).

Par contre, confier ce service social à une association sans but lucratif, alors que le service social ne concernerait pas seulement les membres du personnel du corps opérationnel et que l'article 13 (de la loi du 19 décembre 1974 organisant les

⁽¹⁾ Cet article 10 prévoyait :
"Aux conditions déterminées par le Roi, un ou plusieurs services sociaux peuvent être créés à la gendarmerie.
Le Roi détermine les règles selon lesquelles les autorités qui ont créé des services sociaux confient la gestion de ceux-ci aux organisations syndicales représentatives ou fixent les modalités de la participation de ces organismes à la gestion desdits services.
Aux conditions fixées par le Roi, des établissements publics, des établissements d'utilité publique ou des associations sans but lucratif peuvent, moyennant l'assentiment des autorités qui ont créé les services sociaux, être chargés de leur gestion. Ces organismes restent soumis au contrôle des autorités qui ont créé les services sociaux".

relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités) n'est pas entré en vigueur, appelle de nettes réserves.

En effet, si le Conseil d'Etat l'a admis, en dehors de toute habilitation légale, pour les services d'administration générale, c'est en raison des pouvoirs que la Constitution confère au Roi en matière d'organisation de l'administration générale. (...) le Roi n'a pas cette compétence pour l'administration spéciale que constitue la gendarmerie. Confier un service de la gendarmerie, fût-ce un service social, à un organisme décentralisé, est un élément essentiel d'organisation qui requiert l'intervention du législateur.

En outre, ainsi que le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de le rappeler à plusieurs reprises, les prescriptions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif n'autorisent pas l'organisation d'un contrôle de tutelle, comprenant le pouvoir de suspendre et d'annuler les décisions des organes de gestion de ces associations.

En dehors d'une habilitation légale dérogeant à la loi précitée du 27 juin 1921, le Roi n'est pas autorisé à organiser un tel contrôle pour les associations à qui est confiée la gestion de services sociaux.

(...).

Même si on limite le champ d'application du projet aux membres du corps opérationnel de la gendarmerie, la création d'une association sans but lucratif se heurterait encore à l'objection suivante :

Tant la loi du 2 décembre 1957 que celle du 11 juillet 1978 seront prochainement abrogées. En effet, la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (articles 212 et 260, alinéa 5) et la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police (articles 26 et 35) ont respectivement prévu l'abrogation de la loi du 2 décembre 1957 et de celle du 11 juillet 1978 à une date à fixer par le Roi, qui ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2001.

Or, l'article 11 de la loi du 24 mars 1999 ne prévoit nullement que des services sociaux puissent être confiés à des associations sans but lucratif. Cette disposition est en effet formulée comme suit :

«Un ou plusieurs services sociaux sont créés dans les services de police.

Le Roi fixe les modalités de participation des organisations syndicales représentatives à la gestion des services sociaux.».

Il ne se conçoit dès lors pas que l'on institue, pour les seuls membres du corps opérationnel de la gendarmerie, un service social sous une forme juridique que la loi n'autorisera plus dans un proche avenir pour les services de police."

.../...

L'article 11 de la loi du 24 mars 1999 a été modifié par la loi du 6 mai 2002.
Il se lit désormais comme suit :

"Art. 11. § 1^{er}. Un service social est créé auprès des services de police.

Le Roi fixe les modalités de fonctionnement et de gestion de ce service social. Il fixe également les modalités de participation des organisations syndicales représentatives à la gestion de ce service social.

§ 2. Les zones de police pluricommunales ou les communes sont tenues de payer une cotisation spéciale pour chaque membre du personnel de leur corps de police locale.

Cette cotisation spéciale est versée à l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales. Elle est fixée au taux de 0,15 pour cent sur les rémunérations de tous les membres du personnel des corps de police, qui entrent en ligne de compte pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

Le Roi peut modifier ce taux par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Cette cotisation spéciale est assimilée à une cotisation de sécurité sociale et est soumise aux dispositions des articles 10 à 16 de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre 1er, section 1re, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales.

Le produit de cette cotisation est, après déduction des frais de perception, transféré par l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales au service social visé au § 1er, alinéa 1er, dans le mois de la facturation. Des provisions mensuelles peuvent être allouées au service social.

§ 3. La police fédérale verse annuellement au service social au plus tard le dernier jour du mois de mars une subvention fixée au taux visés au § 2, alinéa 2, sur les crédits initiaux inscrits à la section 17 du budget général des dépenses se rapportant à l'année de versement et destinés à couvrir les rémunérations des membres du personnel de la police fédérale qui entrent en ligne de compte pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

§ 4. Les moyens financiers qui proviennent de la cotisation spéciale et de la subvention sont transférés au service social à l'effet de contribuer aux dépenses de personnel, aux dépenses générales de fonctionnement et aux dépenses d'intervention de ce service."

Les travaux préparatoires de la loi du 6 mai 2002 ne fournissent pas d'indications précises sur la nature juridique du "service social créé auprès des services de police" ⁽²⁾.

Il peut toutefois être déduit du texte même de l'article 11 que l'intention du législateur n'était plus de prévoir l'institution de ce service social au sein des services de police, mais bien d'en confier les missions à un service ayant une personnalité juridique propre. Le paragraphe 3 prévoit, en effet, le versement par "la police fédérale" de "subventions" au service social. Or l'octroi de subventions implique nécessairement l'existence d'une personnalité juridique distincte du pouvoir subsidiant.

Il peut dès lors être admis que le Roi exécute cette disposition légale en prévoyant l'agrément d'une association sans but lucratif à la gestion de laquelle participent les organisations syndicales représentatives.

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui habilite le Roi à fixer les modalités de fonctionnement et de gestion de ce service social, ne l'autorise toutefois pas à déroger à d'autres dispositions légales.

Ainsi comme la section de législation l'a rappelé dans l'avis 29.164/4, précité, la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique n'autorise pas l'organisation d'un contrôle de tutelle, comprenant le pouvoir de suspendre et d'annuler les décisions des organes de gestion du service social, ou de soumettre à l'approbation certains actes tels que les budgets et les comptes de l'association.

⁽²⁾ Le rapport fait au nom de la commission des affaires sociales de la Chambre des représentants relate l'échange suivant :
"Quel sera le statut du service social de la police intégrée ? Ce service constituera-t-il, à l'instar de ce qui prévaut actuellement une cellule au sein de l'ONSSAPL ? En quoi se différenciera-t-il du service embryonnaire existant ?
Le ministre précise que des contacts ont eu lieu en décembre 2001 entre des représentants de la police fédérale et les gestionnaires de l'ONSSAPL afin de parvenir à une solution qui, compte tenu des moyens disponibles aux termes du texte proposé, puisse concilier les missions assurées par le service social actuel de l'ONSSAPL avec les avantages proposés par la police fédérale." (Doc. parl., n° 1519/003, p. 19).

Les articles 8, 9, et 13 à 15 doivent être revus à la lumière de cette observation.

L'auteur du projet pourrait, le cas échéant, en exécution de l'article 56, alinéa 1^{er}, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, organiser les modalités du contrôle sur place de l'emploi de l'intervention financière annuelle et des moyens additionnels dont il est question à l'article 12 du projet.

OBSERVATION PARTICULIERE

Dispositif

Article 3

Si les personnes dont il est question au 6° doivent s'entendre d'une catégorie générale et abstraite de bénéficiaires du service social, la délégation prévue en faveur de l'assemblée générale est contraire à l'article 6, 2°, de l'arrêté royal du 8 février 2001 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police.

Si par contre, il s'agit d'individus nommément désignés, le texte n'appelle pas de critique.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"(...) het beheerscomité van de RSZ-PPO (Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten) besliste tijdens zijn vergadering van 03-06-2002 dat de gepensioneerde politiebeambten van de lokale besturen niet meer als begunstigden kunnen worden beschouwd van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst van de RSZ- PPO, wegens het ontbreken van corresponderende bijdragen van het politiepersoneel in actieve dienst. Mogelijke voordelen kunnen hen enkel worden verleend door de Sociale dienst van de geïntegreerde politie; dat voorts geen belangrijke individuele tussenkomsten ten voordele van de personeelsleden van de geïntegreerde politie kunnen plaatsvinden bij uitblijven van de reglementair onderbouwde diensten; (...).".

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, bepaalt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

ALGEMENE OPMERKING

In artikel 6 van het ontwerp staat dat "de minister" van Binnenlandse Zaken "de uitvoering van de taken van de sociale dienst" die wordt opgericht bij de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, "(opdraagt) aan een door hem erkende vereniging zonder winstoogmerk".

In de artikelen 8 en 9 wordt die vereniging onder het algemeen vernietigingstoezicht van de Minister van Binnenlandse Zaken geplaatst, welk toezicht wordt uitgeoefend via een vertegenwoordiger van die minister, die de vergaderingen van de organen van de vereniging bijwoont en die de beslissingen die hij in strijd acht met de wet, met het onderhavige ontworpen besluit, met de statuten van de vereniging of met het algemeen belang, kan schorsen. In de artikelen 13, 14 en 15 wordt tevens voorzien in een goedkeuringstoezicht voor sommige belangrijke handelingen, alsook voor de begroting, de rekeningen en het verslag van de werkzaamheden van de vereniging.

Toen de afdeling wetgeving indertijd geadieerd was omtrent een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van een sociale dienst bij de rijkswacht", heeft ze in haar advies 29.164/4, uitgebracht op 2 juni 1999, het volgende opgemerkt :

"Artikel 10 van de wet van 11 juli 1978 (tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel korps ⁽¹⁾) levert inderdaad een rechtsgrond op voor het ontworpen besluit, maar uitsluitend voor wat betreft het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht. (...).

Omtrent de opzet om deze sociale dienst toe te vertrouwen aan een vereniging zonder winstoogmerk, terwijl hij niet uitsluitend de personeelsleden van het operationeel korps aanbelangt en artikel 13 (van de wet van 19 december 1974

⁽¹⁾ Dat artikel 10 bepaalde het volgende :
"Onder de door de Koning te bepalen voorwaarden kunnen bij de rijkswacht één of meer sociale diensten worden opgericht.
De Koning bepaalt volgens welke regelen de overheden die sociale diensten hebben opgericht, het beheer daarvan toevertrouwen aan de representatieve syndicale organisaties of de modaliteiten inzake deelneming van deze organisaties aan het beheer van de voornoemde diensten vaststellen.
Onder door de Koning te bepalen voorwaarden kunnen openbare instellingen, instellingen van openbaar nut of verenigingen zonder winstoogmerk, mits de overheden die de sociale diensten hebben opgericht, hun instemming betuigen, met het beheer ervan worden belast. Die instellingen blijven onderworpen aan het toezicht der overheden die de sociale diensten hebben opgericht".

tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel) niet in werking is getreden, moet echter ernstig voorbehoud worden gemaakt.

De Raad van State heeft dit weliswaar toegestaan voor de diensten van algemeen bestuur, zonder dat daartoe enige wettelijke machtiging bestond, maar dan louter op grond van de bevoegdheden die de Grondwet aan de Koning verleent inzake de organisatie van het algemeen bestuur. (De Koning) beschikt (...) niet over die bevoegdheid voor het bijzonder bestuur dat de rijkswacht vormt. Een dienst van de rijkswacht, zij het een sociale dienst, toevertrouwen aan een gedecentraliseerd orgaan, is een essentieel onderdeel van de organisatie ervan, waarvoor de bemoeiing van de wetgever is vereist.

Overigens, zoals de Raad van State reeds meermaals heeft opgemerkt, houden de voorschriften van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel rechtspersoonlijkheid wordt verleend, niet in dat mag worden voorzien in toezicht, dat onder meer de bevoegdheid omvat om de beslissingen van de bestuursorganen van die verenigingen te schorsen en te vernietigen.

Buiten een wettelijke machtiging die afwijkt van de voornoemde wet van 27 juni 1921, is de Koning niet gemachtigd om in zulk een toezicht te voorzien voor de verenigingen die belast zijn met het beheer van sociale diensten.

(...).

Al zou de werkingssfeer van het ontwerp worden beperkt tot de leden van het operationeel korps van de rijkswacht, dan nog zou de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk stuiten op het volgende bezwaar :

Zowel de wet van 2 december 1957 als die van 11 juli 1978 zullen binnenkort worden opgeheven. De wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveau's (artikelen 212 en 260, vijfde lid) en de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten (artikelen 26 en 35) hebben respectievelijk voorzien in de opheffing van de wet van 2 december 1957 en die van 11 juli 1978 op een door de Koning vast te stellen datum, die niet na 1 januari 2001 mag vallen.

Welnu, in artikel 11 van de wet van 24 maart 1999 wordt hoegenaamd niet bepaald dat sociale diensten kunnen worden toevertrouwd aan verenigingen zonder winstoogmerk. Die bepaling luidt immers als volgt :

«Bij de politiediensten worden een of meer sociale diensten opgericht.

De Koning bepaalt de nadere regels inzake deelneming van de representatieve vakorganisaties aan het beheer van deze sociale diensten.».

Men kan zich derhalve niet voorstellen dat alleen voor de leden van het operationeel korps van de rijkswacht een sociale dienst wordt opgericht in een rechtsvorm die in een nabije toekomst bij wet niet meer zal zijn toegestaan voor de politiediensten."

.../...

Artikel 11 van de wet van 24 maart 1999 is gewijzigd bij de wet van 6 mei 2002 en luidt thans als volgt :

"Art. 11. § 1. Bij de politiediensten wordt één sociale dienst opgericht.

De Koning bepaalt de nadere regels inzake de werking en het beheer van deze sociale dienst. Hij bepaalt eveneens de nadere regels inzake de deelneming van de representatieve vakorganisaties aan het beheer van die sociale dienst.

§ 2. De meergemeentepolitiezones of de gemeentes zijn gehouden een bijzondere bijdrage te betalen voor ieder personeelslid van hun korps van lokale politie.

Deze bijzondere bijdrage wordt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten gestort. Ze wordt vastgesteld op 0,15 procent van de bezoldigingen van alle personeelsleden vastgesteld van de politiekorpsen, die in aanmerking komen voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen.

De Koning kan deze bijdragevoet wijzigen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Deze bijzondere bijdrage wordt gelijkgesteld met een sociale zekerheidsbijdrage en wordt onderworpen aan de bepalingen van artikelen 10 tot 16 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk I, afdeling 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

De opbrengst van deze bijdrage wordt, na aftrek van de kosten verbonden aan de inning, door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten overgemaakt aan de in § 1, eerste lid bedoelde sociale dienst. Maandelijkse voorschotten mogen aan de sociale dienst toegekend worden.

§ 3. De federale politie keert jaarlijks uiterlijk de laatste dag van de maand maart aan de sociale dienst een toelage uit vastgesteld op de in § 2, tweede lid, bedoelde bijdragevoet, van de initiële kredieten ingeschreven in afdeling 17 van de algemene uitgavenbegroting van het jaar van storting en bestemd om de bezoldigingen van de personeelsleden van de federale politie die in aanmerking komen voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen uit te betalen.

§ 4. De financiële middelen uitgaande van de bijzondere bijdrage en de toelage worden aan de sociale dienst overgemaakt om bij te dragen in de personeelskosten, in de algemene kosten en in de interventiekosten, van deze dienst."

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 6 mei 2002 worden geen nauwkeurige aanwijzingen verschaft over het rechtskarakter van de "sociale dienst opgericht bij de politiediensten" ⁽²⁾.

Uit datgene wat bepaald is in artikel 11 zelf kan evenwel worden afgeleid dat het niet langer de bedoeling was van de wetgever de betrokken sociale dienst binnen de politiediensten op te richten, maar hij van zins was de taken ervan toe te vertrouwen aan een dienst met een eigen rechtspersoonlijkheid. In paragraaf 3 staat immers dat de "federale politie" "toelagen" uitkeert aan de sociale dienst. Het toekennen van toelagen houdt noodzakelijkerwijze in dat er sprake is van een rechtspersoonlijkheid die losstaat van de subsidiërende overheid.

Het is dan ook aanvaardbaar dat de Koning die wetsbepaling ten uitvoer legt door een vereniging zonder winstoogmerk te erkennen, aan het beheer waarvan wordt deelgenomen door de representatieve vakorganisaties.

Paragraaf 1, tweede lid, waarbij de Koning gemachtigd wordt de nadere regels voor de "werking" en het beheer van die sociale dienst te bepalen, machtigt Hem evenwel niet af te wijken van andere wetsbepalingen.

Zoals de afdeling wetgeving wederom heeft opgemerkt in het bovengenoemde advies 29.164/4, houdt de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, niet in dat mag worden voorzien in toezicht, dat onder meer de bevoegdheid omvat om de beslissingen van de bestuursorganen van de sociale dienst te schorsen en te vernietigen, of te bepalen dat sommige handelingen, zoals de begrotingen en de rekeningen van de vereniging, moeten worden goedgekeurd.

(2) In het verslag namens de commissie voor de sociale zaken van de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt de volgende gedachtenwisseling weergegeven : "Welk statuut zal de sociale dienst van de geïntegreerde politie hebben ? Zal die dienst, in navolging van wat thans geldt, een cel zijn binnen de RSZPPO ? Waarin zal hij verschillen van de bestaande embryonale dienst ? De minister preciseert dat in december 2001 contacten hebben plaatsgehad tussen vertegenwoordigers van de federale politie en de beheerders van de RSZPPO teneinde te komen tot een oplossing die, rekening houdend met de middelen die krachtens de ontworpen tekst beschikbaar zijn, de opdrachten van de huidige sociale dienst van de RSZPPO kan verzoenen met de voordelen die de federale politie voorstelt." (Gedr. St., Kamer, nr. 1519/003, blz. 19)

De artikelen 8, 9 en 13 tot 15 moeten in het licht van deze opmerking worden herzien.

De steller van het ontwerp zou in voorkomend geval, met toepassing van artikel 56, eerste lid, van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, de nadere regels kunnen bepalen voor de controle ter plaatse op de aanwending van de jaarlijkse financiële steun en van de extra middelen waarvan sprake is in artikel 12 van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKING

Dispositief

Artikel 3

Indien de personen waarvan sprake is in 6° beschouwd moeten worden als een algemene en abstracte categorie begunstigden van de sociale dienst, is de bevoegdheidsoverdracht aan de algemene vergadering in strijd met artikel 6, 2°, van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1°, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten.

Als het daarentegen gaat om bij name aangewezen personen, geeft de regeling geen aanleiding tot opmerkingen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van Staat,

P. HANSE,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. JOASSART référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN